

## NOTRE-DAME A EMPÊCHÉ DE VENIR-MORT

On renvoie à l'audition du facteur Heughebaert, du brigadier Camus, et Mme Roussel qui est entendue, ne fait que confirmer l'accusation.

Interviewé sur la mentalité de Bellivier, M. Soubrier, médecin-major à Lille, qui a examiné le gendarme, répond que sa responsabilité est atténuée : Deux de ses oncles se sont pendus : le suicide est considéré comme une marque de dégénérescence ; chez les dégénérés de ce caractère, l'école a une influence particulièrement nocive.

Le commandant Bellivier, commandant la gendarmerie de l'arrondissement de Cambrai, donne ses appréciations sur Bellivier, peu intelligent, dû à peu travailleur, porté à l'environs.

### REQUISITOIRE ET PLAIDOIRIE

M. le commandant Jolivet, dans son réquisitoire, fait remarquer que l'accusé a bien préparé son crime et qu'il a été préparé pour ça par quelqu'un qui savait qu'il avait la position mauvaise. Il ne s'oppose pas, toutefois, à l'admission des circonstances atténuantes.

Le défenseur de Bellivier reprend, pour les combattre, tous les points exposés dans le rapport. Il s'élève contre la facilité trop grande d'entrer dans la gendarmerie et contre l'absence de discipline dans l'unité. Il demande les mesures nécessaires pour combattre l'anarchie. Il termine en demandant aux juges d'éclairer la tentative de mort et de ne refuser que le délit de tentative de coups et de blessures.

### LE JUGEMENT

Le Conseil rend son arrêt à une heure et demie. Il écartera la tentative de mort, mais admet la question subsidiaire de voies de fait avec prémeditation.

Bellivier est condamné, à l'unanimité, à deux ans de prison.

### (o)

Gaston Vannucci, réformé temporairement, classe 1908, recruteurs de la Seine (1<sup>er</sup> bureau), insoumission. Trois mois de prison. Déf : M. Macquart.

Antide Delanoix, soldat cl. 1910, recrut. de Béthune, insoumission. Trois mois de prison. Déf : M. Dufay.

Alfred Véguines, soldat cl. 1906, recrut. d'Amiens, insoumission. Un an de prison. Déf : M. Despax.

Louis Thomas, soldat cl. 1908, recrut. de Nantes, insoumission. Un an de prison. Déf : M. Despax.

Eugène Duval, soldat cl. 1909, recrut. de Bourges, insoumission. Un an de prison. Déf : M. Joye.

Valéry Beauvais, réserviste cl. 1901, recrut. de Cambrai, insoumission. Trois mois de prison. Déf : M. Valenduc.

Alphonse Deguérin, réserviste cl. 1894, recr. d'Avignon, insoumission. Trois mois de prison. Déf : M. Werquin fils.

Henri Dupont, réserviste cl. 1901, recrut. de Béthune, insoumission. Quarante mois de prison. Déf : M. Joye.

Victor Warlouzet, territorial cl. 1892, recr. de Cambrai, insoumission. Trois mois de prison. Déf : M. Valenduc.

Edmond Gruson, territorial cl. 1892, recr. de Lille, insoumission. Un mois de prison. Déf : M. Werquin fils.

## ROUBAIX

**L. P. D. F.** — La Ligue de la paroisse St-Martin, donna sa réunion annuelle dimanche 10 mars, à 3 heures précises, dans la Salle de la Maison des Ouvriers, 23, rue du Vieux-Aubrœuf. Elle s'est assuré le concours d'une avocat des plus distingués de la région, et offre comme partie réclamée une réunion qui fera la joie de tous, grande et petite.

La famille tout entière y est invitée.

Pour des Grueff, adressez-vous à la LECTURE POPULAIRE, 36, Grande-Rue : Grand choix depuis 1 fr. 50 jusqu'à 20 fr.

**Les opérations du Conseil de Révision.** — Les opérations ont eu lieu jeudi à Roubaix, pour les jeunes gens du canton. En effet, 357 d'entre eux sont déjà inscrits à la classe 1910 et 518 inscrits de la classe 1911.

À l'issue des opérations, il a été procédé à une Revue d'appel des hommes de la réserve de l'armée territoriale appartenant à la classe 1891, y compris ceux des services auxiliaires, à l'exception de ceux qui doivent être appelés en 1912, pour un exercice de garde des voies de communication.

**A LA GLANEUSE**  
BIENFAIT Sc  
15 c. 17, Contour Saint-Martin  
**Du 1<sup>er</sup> au 10 Mars**  
**Rabais considérable**  
Occasions à tous les rayons  
Peignoirs, Jupons, Corsages, Confections pour Femmes, Guanterie, Corsets, Costumes garçonnets, Chaussettes.

**Union des Travailleurs n.** — Ce soir vendredi, à 8 heures, réunion de la Commission Administrative. — À 8 heures et demie, réunion partielle des lycées et des tenors. — À 9 heures, ensemble.

**Les Réunions Electorales de la Fédération Républicaine.** — Deux réunions électorales organisées par la Fédération républicaine, ont eu lieu jeudi soir, l'une à l'Estaminet Tibergion, rue St-Joseph, l'autre à l'Estaminet De-Sire Segard, rue du Grand-Pont. Deux réunions de MM. Dubois et Noaille, ont fait un exposé eloquent de l'œuvre accomplie depuis plusieurs mois, par la municipalité républicaine, et ont adjuré les électeurs présents, de faire autour d'eux une active propagande en faveur des candidats républicains contre les candidats socialistes.

**M. E. Castelnau** remercie toutes les personnes qui ont témoigné leur pleine sympathie à la famille pour le décès de Mme Castelnau.

Une messe d'obit sera célébrée par le Tiers-Ordre le lundi 4 mars, à 7 heures et un service grégorien sera célébré jusqu'au 23 mars inclus, le matin à 6 heures, en l'église du Sacré-Cœur.

**Tribunal de simple police de Roubaix.** — Dans son audience de lundi dernier, M. Mainguy, juge de paix, a prononcé les condamnations suivantes :

Emile Verdecen, Constant Vangelielock, sont poursuivis pour défaillance de plaque à leurs vélos : 1 fr. d'amende. — Gaston Bequaert, industriel à Koedding, a donné une très grande vitesse à son automobile : 6 francs d'amende.

Pour infraction aux arrêtés municipaux sur la divagation des chiens : 1 fr. d'amende à Camille Vandenberghe, Jules Duyck, Jules Decroix, Henri Demeyere, Arthur Dierick, Louis Cremer. — Pierre Basselier, cabaretier à Roubaix, a laissé jouer de la musique dans son établissement : 1 fr. d'amende.

Pour infraction à la loi des carbures, 1 fr. d'amende à Henri Luyck, Albert Collens, Jean Dupire et Henri Scote.

**Accidents de travail.** — Aux Machines agricoles, M. Pierre Compagnon, 40 ans, rue d'Algier, 1, a fait une chute en heurtant un muret de fer et s'est blessé au côté gauche du thorax. 15 jours de repos; docteur Barroyer.

Sur les chantiers de l'Exposition, M. Paul Van Erp, 31 ans, rue Sébastopol, à Roubaix, a été blessé au gros orteil gauche par la chute d'un morceau de fer. 15 jours de repos; docteur Masson.

**Fraude.** — Eugène Morand, 29 ans, marchand des quatre-saisons et Joseph Leroy, 19 ans, qui ont fraude du café, comparaitront devant le tribunal correctionnel du 2 mars.

**Encore un vol de Moyenne.** — M. Louis Ducazeau, 32, rue Palmar, a porté plainte contre un inconnu qui a dérobé dans le couloir de son habitation, une bicyclette de marque anglaise valant 250 francs.

### ETAT-CIVIL DE ROUBAIX

### CHOCOLAT THOMAS

LILLE  
du 29 février

Naisance. — Marguerite Labesou, rue de Jenmepas, coeur Soenec, 8. — Alphonse Abel, avenue Julian-Lagache. — Lucienne Duranay, rue de Menin, cour Verbeek, 3.

Décès. — J.-B. Walzer, 67 ans, rue de Lanoy, 281. — Edouard Lequenne, 19 ans, rue Ste-Elizabeth, cour Labate, 4.

### CRÈME SIMON la plus ancienne (1800)

### la meilleure de toutes

0228

### CROIX

### L'établissement de l'octroi

### A CROIX

(de 1826 à 1844)

### POUR ET CONTRE CETTE IMPOSITION

La commune de Croix eut de tous temps des difficultés financières ; sa population agricole et ouvrière dut s'imposer souvent des sacrifices pécuniaires pour assurer l'entretien de ses chemins et le fonctionnement des services publics.

En 1826 la ville était autorisée à percevoir des droits d'octroi sur les denrées, mais d'alléger les charges des cultivateurs.

Le 19 septembre de la même année, le Conseil établissait le tarif suivant : Bières fortes, 1 fr. 50 l'hectolitre ; alcool pur, 8 fr. l'hectolitre ; vin, 3 fr. 50 l'hectolitre ; biens et vaches, 9 fr. 50 par tête ; porcs, 3 fr. ; veaux gras, 1 fr. 50 ; mouton, 1 fr. 50.

L'assemblée proposa trois candidats pour remplir les fonctions de receveur d'octroi ; ce sont MM. Pierre Delbord, receveur municipal, François Delanoy et Jérôme Pluquet, cultivateurs ; elle proposa en plus, le 10 juillet 1827, le garde-champêtre de la commune, qui toucherait 2 pour cent des recettes ; un second préposé est choisi afin de ne pas distraire l'agent de la force publique de son service surchargé ; celui-là toucherait 5 pour cent des recettes, indépendamment du produit des amendes.

Le Conseil pris M. le Préfet d'être son interprète auprès de Son Excellence le Ministre des Finances pour que la ville soit déchargée des 10 pour cent que le gouvernement n'avait imposés sur le produit des octrois.

L'octroi fut appliqué à la date du 1er juillet 1827 ; il rapporta, pour le second semestre de cette année, 356 fr. 10, sur lesquels il fallut prélever 107 fr. 30 que le sieur Rolland, préposé d'octroi, reçut pour son travail.

Malgré les débâcles, que cette nouvelle imposition touchait tout particulièrement, protestèrent, et le 17 octobre 1830, une pétition fut déposée sur le bureau du Conseil municipal, qui reconnaît facilement qu'il avait fait fausse route, et vota immédiatement la suppression de l'octroi pour le 1er janvier 1831.

Cette délibération ne fut pas approuvée en haut lieu, et, comme les recettes augmentaient sensiblement (1831 fr. 75 en 1831) et que les frais de perception n'atteignaient pas 210 fr. 15, l'Administration communale n'insista pas et l'octroi continua à fonctionner.

Cinq ans plus tard, en 1835, stimulés par les débiteurs, sur lesquels retombait cette taxe, les habitants pétitionnèrent à nouveau et adressèrent leurs doléances au Préfet, qui invita le Conseil à se prononcer sur le maintien ou la suppression de l'octroi. — C'est ainsi que le 14 février l'assemblée communale procéda à un vote secret, qui donna 9 voix pour la suppression contre 1 bulletin blanc et 2 abstentions. En conséquence, le Conseil demandait la suppression de l'octroi à partir du 1er janvier 1836.

Le Ministre de l'Intérieur s'opposa à cette suppression par une lettre en date du 22 mars 1835, que M. Delanoy, maire, lut au Conseil le 27 avril suivant.

M. le Ministre déclarait qu'en supprimant l'octroi entraînerait un déficit de 2300 fr., déficit qui ne pourrait être couvert que par des centimes additionnels, parce que, comparé au principal des contributions foncières et mobilières, montant à 7025 fr., il obliguerait à une augmentation de 34 centimes, qui dépasserait de 14 la limite fixée par les instructions ministérielles. Il ajoutait cependant que si le Conseil pouvait rebâtir l'équilibre par des économies équivalentes aux 14 centimes additionnels (produisant 983 fr. 50), il examinerait les moyens proposés par la commission de l'octroi à partir du 1er janvier 1836.

Le Ministre de l'Intérieur s'opposa à cette suppression par une lettre en date du 22 mars 1835, que M. Delanoy, maire, lut au Conseil le 27 avril suivant.

M. le Ministre déclarait qu'en supprimant l'octroi entraînerait un déficit de 2300 fr., déficit qui ne pourrait être couvert que par des centimes additionnels, parce que, comparé au principal des contributions foncières et mobilières, montant à 7025 fr., il obliguerait à une augmentation de 34 centimes, qui dépasserait de 14 la limite fixée par les instructions ministérielles. Il ajoutait cependant que si le Conseil pouvait rebâtir l'équilibre par des économies équivalentes aux 14 centimes additionnels (produisant 983 fr. 50), il examinerait les moyens proposés par la commission de l'octroi à partir du 1er janvier 1836.

Ce conseil déclara que toutes les dépenses inscrites au budget étaient de nécessité absolue et que même, vu les circonstances, il fallait songer à les augmenter, et que, d'autre part, la ville ne possédait d'autres ressources que celles des centimes additionnels pour supprimer au déficit que causerait la suppression de l'octroi.

Le Conseil jugea que toutes les dépenses inscrites au budget étaient de nécessité absolue et que même, vu les circonstances, il fallait songer à les augmenter, et que, d'autre part, la ville ne possédait d'autres ressources que celles des centimes additionnels pour supprimer au déficit que causerait la suppression de l'octroi.

En conséquence, le Conseil revenait sur sa décision du 14 février et imposait, à la date du 1er janvier 1836, en plus des denrées déjà taxées, la petite bière à raison de 1 fr. 50 l'hectolitre et les briques à raison de 1 fr. 50 le mille. — C'est ce tarif qui fut appliqué jusqu'en 1844.

Nous donnerons dans un prochain article deux délibérations du Conseil municipal sur la suppression de l'octroi.

O. Fouillay.

### Fondation de la Consultation DES NOURRISSONS

### POUR LA R. P. Municipale

du 29 février

### LETTER OUVERTE à M. PIERPONT

Monseigneur.

Votre lettre du 24 février contient une orientation très vive d'un passage de ma conférence du Brun-Pain.

Permettez-moi de dissiper le malentendu qui résulte de la manière vraiment étrange dont vous avez interprété une lettre du Comité Proportionnaliste.

Vous dites que « la R. P. sans les radicaux, ce n'est plus la R. P. », mais il faut nous informer que l'interprétation que vous avez faite de la R. P. n'est pas celle du Comité Proportionnaliste.

Permettez-moi de rappeler que la R. P. n'est pas une organisation de la bourgeoisie, mais une association de petits propriétaires et de petits ouvriers.

Vous ajoutez : « Au parti socialiste, nous sommes et nous resterons des proportionnalistes résolus » parce que la R. P. c'est la justice électorale ; mais sous la couverture de la R. P. et malgré les injures menées, nous avons été parties l'obligé de nous déclarer à nos amis n'avaient jamais été et nous n'accepterons jamais d'être à la remorque d'un parti bourgeois.

Ces phrases n'ont aucun sens, ou elles signifient que le Comité Républicain proportionnaliste a proposé aux parties socialistes et républicaines un marché invaincu qui délimiterait les radicaux du Conseil municipal.

Or rien ne autorisait à tirer ces conclusions. Les termes de la lettre du Comité Républicain proportionnaliste sont tellement clairs que votre méprise est inadmissible.

Le 13 janvier, Monseigneur Bernard Flipo vous écrit : « Je refuse par le Comité de la solidarité républicaine d'entrer en pourparlers avec vous pour la révision de l'application de la loi de l'octroi, qui nous oblige à verser 15 francs d'octroi par tonne de charbon. »

Vous ajoutez : « Au parti socialiste, nous sommes et nous resterons des proportionnalistes résolus » parce que la R. P. c'est la justice électorale.

Le 14 janvier, le Comité de la solidarité républicaine vous répond : « Nous acceptons la R. P. municipale, pour discuter de l'application de la révision de l'octroi. »

Le 15 janvier, le Comité de la solidarité républicaine vous répond : « Nous acceptons la R. P. municipale, pour discuter de l'application de la révision de l'octroi. »

Le 16 janvier, le Comité de la solidarité républicaine vous répond : « Nous acceptons la R. P. municipale, pour discuter de l'application de la révision de l'octroi. »

Le 17 janvier, le Comité de la solidarité républicaine vous répond : « Nous acceptons la R. P. municipale, pour discuter de l'application de la révision de l'octroi. »

Le 18 janvier, le Comité de la solidarité républicaine vous répond : « Nous acceptons la R. P. municipale, pour discuter de l'application de la révision de l'octroi. »

Le 19